

# Le congrès de l'U.G.T.A. Alger le 6 Février

D. Moreau

Les débats du premier congrès national de l'U.G.T.A. et les incidents qui l'ont marqué ont déjà alimenté nombre de polémiques.

Nous essaierons ici, en partant des faits déjà connus, d'apprécier l'importance de cet événement, non seulement sur le plan des problèmes organisationnels et du fonctionnement démocratique de l'organisation syndicale, mais sur celui de l'orientation adoptée sur des points très importants pour l'avenir de la révolution algérienne. Nous le ferons du point de vue qui est le nôtre, à savoir le soutien de la révolution algérienne et la critique constructive de ses réalisations, et non le point de vue critique négatif et même destructif qui est malheureusement trop souvent celui de la gauche européenne et tout particulièrement de la gauche française.

Avant il nous semble nécessaire de revenir sur la place particulière qu'occupe l'U.G.T.A. dans l'Algérie indépendante et sur le caractère de cette organisation syndicale et de son action. Dans ce pays où l'énorme majorité de la population travailleuse se compose de paysans pauvres et sans terre, l'U.G.T.A. s'est créée principalement dans les rangs de la classe ouvrière en Algérie, très réduite, à peine 300.000 personnes pleinement employées dans les industries d'alimentation, les travaux publics, les mines, sur un total de population active d'environ 2.300.000 personnes (chiffres de 1954 cités par M. Pablo dans son article « Impressions et problèmes de la révolution algérienne. ») et dans l'émigration en France. Grosso modo, l'implantation de l'U.G.T.A. est encore actuellement la même. Or, pendant la guerre d'indépendance nationale et depuis la réalisation de cette indépendance, le moteur principal de la lutte du peuple algérien, son avant-garde la plus combattive a été la masse énormément majoritaire et énormément défavorisée de la paysannerie pauvre et sans terre, mue par son aspiration immense à une réforme agraire radicale et généralisée. Il y a eu depuis l'indépendance, et jusqu'à présent malheureusement, un certain décalage entre l'action de l'U.G.T.A. et la marche actuelle de la révolution algérienne, principalement sur le plan de la réforme agraire et de la mise sur pied des comités de gestion. Il y a eu une incompréhension certaine de la part de l'ancienne équipe de direction de l'U.G.T.A. de la réalité de la révolution algérienne, et un retard à prendre dans ce contexte le rôle d'avant-garde qui lui revient. Sans racines suffisantes dans les couches de la paysannerie révolutionnaire agissante, l'U.G.T.A. et sa direction ont trop longtemps maintenu une attitude plutôt en marge du développement réel de la révolution.

Le rapport d'orientation présenté au congrès par la direction sortante reflétait toutes ces caractéristiques de l'U.G.T.A. et de sa direction sortante. Sous-estimant le rôle principal joué jusqu'à présent par la paysannerie révolutionnaire dans la lutte d'indépendance et la première phase de l'indépendance, il se contentait de concéder que « les ouvriers dans la conjoncture actuelle ne représentent pas la seule force d'avant-garde. A eux se joignent l'imposante majorité des paysans ». En outre, il passait sous silence ou dépréciait systématiquement l'importance et l'étendue de la réforme agraire actuellement en cours de réalisation. Alors qu'au congrès même, Ben Bella annonçait qu'un million d'hectares de terres (soit environ un quart à un cinquième des terres effectivement cultivées chaque année en Algérie) étaient gérées par des comités de gestion, ce rapport disait textuellement : « Des terres sont actuellement gérées par des comités de gestion. Cependant, leur étendue est dérisoire, relativement aux immenses superficies encore entre les mains des gros propriétaires ».

Aucune analyse concrète dans ce rapport, sur cette expérience en cours de la gestion collective dans les campagnes. Et pour cause, sans doute, étant donné la faible implantation de l'U.G.T.A. dans ce domaine et sa faible participation à cette expérience. Rien sur les différents décrets gouvernementaux adoptés dans ce domaine et sur les réalisations qui les ont suivis et parfois même précédés. Il faut avouer que de la part d'une direction d'organisation qui se veut d'avant-garde, c'est là une grave lacune.

Il en découlait d'ailleurs une attitude complètement négative de cette ancienne équipe de direction, par rapport à l'action du Bureau Politique.

En mettant l'accent au congrès même sur la nécessaire transformation de l'U.G.T.A. par son implantation dans les couches de la paysannerie révolutionnaire qui seule peut faire d'elle une organisation véritablement représentative des travailleurs algériens, Ben Bella soulignait en fait une nécessité vitale pour l'organisation syndicale algérienne. C'est en particulier ainsi que peut s'opérer la nécessaire fusion entre les travailleurs industriels et les travailleurs agricoles, sur laquelle repose l'avenir socialiste de la révolution algérienne.

Etant donnée la faiblesse de l'action accomplie en ce sens par la direction sortante, étant donné aussi le caractère faible et souvent erroné du rapport d'orientation présenté par cette direction, un changement d'équipe s'imposait à coup sûr. Un climat favorable à ce changement régnait d'ailleurs dans le congrès et l'immense ovation recueillie par Ben Bella était significative. En fait il semble qu'une majorité réelle existait contre l'ancienne direction et qu'au vote celle-ci aurait été minoritaire. Il semble aussi que prévoyant ce vote défavorable, la direction sortante se préparait à manœuvrer de manière à empêcher la poursuite du congrès en quittant la salle avec les délégués qui lui étaient favorables.

Quoiqu'il en soit, la pression organisée par l'irruption dans la salle de délégués favorables au Bureau Politique, constitue un précédent anti-démocratique dangereux pour l'avenir du fonctionnement d'une organisation syndicale de masse représentative et ne peut en aucun cas être justifiée. Le respect des règles démocratiques de fonctionnement des organisations de masse est un élément essentiel pour une évolution vraiment socialiste de la révolution algérienne et ce n'est pas en répondant à des manœuvres par d'autres manœuvres qu'un tel fonctionnement pourra être assuré.

Par ailleurs, il serait faux de vouloir imposer mécaniquement à l'organisation syndicale de masse qui se construit actuellement en Algérie la politique suivie par le Bureau Politique du F.L.N. Le syndicat, organe de défense

des intérêts spécifiques des travailleurs qu'il représente, ne peut être considéré purement et simplement comme un rouage de transmission et d'application des directives gouvernementales. Dans le cadre de la transformation socialiste prévue par le programme de Tripoli, il est l'instrument d'action et d'expression le plus spécifique des couches travailleuses du pays.

En tant que tel il peut donc, dans le cadre de la réalisation du programme accepté en commun, prendre telle ou telle position spécifique dont le gouvernement doit tenir compte dans l'élaboration de sa ligne politique.

Ce sont là des règles qui ne sauraient être méconnues sans grave péril pour la démocratie socialiste en Algérie. Quoiqu'il en soit, c'est en participant pleinement à l'œuvre de transformation socialiste actuellement entamée en Algérie, que l'U.G.T.A. s'imposera véritablement comme l'organisation représentative des couches travailleuses du pays. C'est en tout premier lieu en agissant véritablement pour appliquer et faire progresser les mesures de réforme agraire déjà entamées sur une échelle importante qu'elle organisera en particulier les couches décisives de la paysannerie révolutionnaire. Sur ce point, les décisions et résolutions adoptées par le Congrès représentent un acquis positif et une base de travail importante.

Nous reproduisons ci-après des larges extraits de la résolution sur la réforme agraire qui est en ce domaine le texte le plus radical qui ait jamais encore été adopté :

Le Congrès des Travailleurs algériens réunis les 17, 18, 19 et 20 janvier 1963, après avoir examiné la situation des frères paysans et des khamès privés de terre, ont voté à l'unanimité la résolution suivante :

- Considérant que par l'exode massif de la population européenne, 1 million environ d'hectares parmi les meilleures terres du pays sont destinées à devenir, par la force des choses, le secteur socialiste pilote de l'ensemble de l'économie agricole du pays, tiens laisses vacants mais sous gestion ouvrière, sous le contrôle de l'Etat.
- Considérant qu'il se trouve à côté du secteur contrôlé par l'Etat un domaine agricole d'environ :
  - 1.800.000 hectares de terres exploitées par les étrangers;
  - 2.700.000 hectares de terres appartenant à des Algériens possédant plus de 50 hectares.
- Considérant, d'autre part, que la Réforme agraire que visent le programme de Tripoli et le Gouvernement ne saurait être radicale que dans la mesure où :
  - elle engloberait l'ensemble de ces terres, soit quelques 4,5 à 5 millions d'hectares;
  - elle interdirait la vente de la terre;
  - elle s'accompagnerait d'une aide efficace de la part de l'Etat aussi bien dans le secteur public que privé;
  - elle amènerait, en attendant la nationalisation du commerce extérieur, à la nationalisation du commerce des produits de la terre et des approvisionnements agricoles, ainsi que la nationalisation du crédit agricole afin de mettre les travailleurs de la terre à l'abri de la spéculation et de faciliter la planification progressive et générale de l'économie.

En raison de toutes les considérations qui précèdent, le congrès suggère, dans les conditions actuelles concrètes de l'Algérie que les formes de la réforme agraire radicale soient les suivantes :

- a) Faire de la totalité, si possible, du domaine agricole « vacant » établi sur les meilleures terres du pays, le secteur socialiste pilote de l'économie agricole sous la forme de « Fermes du Peuple » ou celle de « Coopératives de production » gérées les unes et les autres par leurs travailleurs, participant aux bénéfices;
- b) Étendre la réforme agraire sur toutes les terres excédant un certain plafond;
- c) Regrouper progressivement les terres éventuellement cédées à titre individuel par la voie du coopérativisme sous formes multiples et grâce à l'aide de l'Etat, en faire un exemple du secteur collectiviste de l'agriculture;
- d) Récupérer des nouvelles terres cultivables sur le total des terres de parcours et de terrains divers du pays (15 millions d'hectares environ).

Confier aux travailleurs de la terre les plus déshérités (ouvriers agricoles et khamès) le devoir de devenir les pionniers de cette révolution agraire.

En conclusion, les travailleurs agricoles, en tant qu'unités productives faisant partie de la classe ouvrière du pays tout entier, doivent s'organiser par sections syndicales dans chaque entreprise et participer par ce moyen à la vie syndicale nationale.

L'U.G.T.A., consciente du rôle révolutionnaire immense de la Révolution agraire radicale et de l'auto-gestion des entreprises agricoles actuellement sous contrôle de l'Etat, pour la transformation socialiste de l'ensemble de l'économie du pays, ne saurait épargner ses efforts pour aider à la réalisation de la réforme agraire et étendre sur tout le pays le réseau d'organismes d'auto-gestion des travailleurs, principale conquête à l'heure actuelle de la phase sociale de la Révolution algérienne.

## REVOLUTION AFRICAINE

« Révolution Africaine fera connaître la lutte des peuples de l'Afrique et appellera tous les hommes épris de liberté et de progrès à combattre à leurs côtés. »

« L'Afrique, notre patrie, est encore dépendante économiquement. Révolution Africaine fera connaître les expériences concrètes actuellement en cours pour la libération économique de nos pays et pour leur rendre les moyens d'accomplir leur destinée... »

Ces quelques lignes tirées de l'éditorial suffisent à situer ce nouveau journal de l'Afrique Révolutionnaire qui vient de paraître en Algérie.

Révolution Africaine se situe également en reprenant à son compte une réponse de Sékou Touré à quelqu'un qui lui demandait :

— « Que penses-tu de ce que l'on appelle le socialisme africain ? »

Et Sékou Touré de répondre :

— « Et toi, qu'est-ce que tu penses des mathématiques sénégalaises ou de la chimie marocaine ? »

## NOUVELLES D'ALGÉRIE

### Un Service Civil

Le Gouvernement algérien est en train d'élaborer « un statut pour un Service civil ». Il ne s'agit nullement d'une mesure transitoire dans l'esprit des dirigeants. Ce service servira à donner une formation de base à la jeunesse et à la mobiliser pour des tâches d'édification nationale. « Algérie Presse Service » commentait ainsi l'annonce de ce projet : « Si le Service civil touchait les jeunes de 19 à 20 ans, il permettrait de mobiliser 180.000 jeunes pendant une année... On peut prévoir ainsi que 130.000 jeunes seraient mobilisés dans les campagnes et 55.000 dans les villes, ce qui représenterait une économie sur les seuls salaires égale à 25 milliards. »

« On voit à partir de ces quelques chiffres, l'intérêt de ce service civil et les grandes possibilités qu'il offre pour le développement indépendant de l'économie algérienne. »

### Le M. C. A.

Ces initiales qui signifient Mouvement Coopératif Algérien peuvent bientôt devenir un des symboles de la volonté de transformation socialiste de l'Algérie. Un de ses responsables les définit ainsi :

« Le M.C.A. est un outil pour promouvoir un développement économique accéléré du pays et l'engagement dans un processus de transformation des rapports sociaux qui doit aboutir au socialisme. »

Il ne s'agit pas seulement de grouper les citoyens pour élever leurs revenus, de constituer une coopérative comme on en trouve dans les pays capitalistes, il s'agit de mettre sur pied une coopération qui conduise à une modification radicale des rapports de production.

Cette coopération doit s'étendre à tous les domaines ; mais nous la développerons en priorité dans le monde rural : travail collectif, mise en commun de la terre. »

Le numéro 110 d'« El Moudjahid » d'où sont extraites ces lignes présente ensuite la première expérience « coopérative » de Blida qui intéresse les secteurs commercial, agricole et industriel. Dans le secteur commercial, cette coopérative qui s'appelle Aissat Idir se préoccupe de la baisse des prix grâce à une diminution considérable des marges de détaillant et de grossiste : 10 p. 100 au lieu de 30 p. 100, 8 p. 100 au lieu de 23 p. 100. Sur les fermes de la coopérative, il y a des comités de gestion (1) et la coopérative s'emploie à remettre en état les usines locales (2).

Quant aux militants dirigeants, ils déclarent : « Eh bien non, on n'a pas été dirigés, on a agi seuls. On a prévenu les autorités, bien sûr, mais on a foncé et on nous a laissé faire : on nous attendait à l'œuvre. Maintenant qu'on a fait nos preuves, on nous épaulle. Les textes, ils viendront après si c'est nécessaire, mais d'abord... il faut donner du travail aux gars et ça, ça ne peut pas attendre. »

(1) Il y a environ 2.000 hectares divisés en secteurs et une vingtaine de fermes.

(2) L'usine qui produisait des parachutes et était gérée par des militaires français fournit maintenant des vêtements pour enfants. D'autre part, on s'occupe surtout de la section Bâtiment et reconstruction : gravières, plâtrières, etc.

## Ouverture du Bureau du M.P.L.A.

Ben Bella déclare :

« NOS AMIS ONT BESOIN D'ARMES ET NON DE MOTIONS D'ENCOURAGEMENT ! »

« LA LUTTE CONTRE LE FASCISME PORTUGAIS, C'EST LA LUTTE CONTRE LE FASCISME EN EUROPE ! »

« IL N'Y AURA PAS D'EDIFICATION REELLE DE L'ALGERIE, S'IL N'Y A PAS DE SOLUTION RADICALE, REVOLUTIONNAIRE, EN ANGOLA ! »

A l'occasion de l'inauguration officielle d'un bureau permanent de la représentation à Alger du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola — M.P.L.A. —, une conférence de presse, à laquelle assistaient Ben Bella et plusieurs ministres algériens, s'est tenue le 3 février 1963, dans la salle du Foyer civique, siège de l'U.G.T.A.

Ben Bella y prit la parole et déclara notamment : « Nos contacts avec nos frères angolais datent du temps où nous étions encore en prison, et nos premiers contacts furent pris avec Mario de Andrade... »

« Nous considérons que la lutte de libération en Angola n'est pas seulement une lutte de libération d'un peuple africain frère, mais elle représente également la lutte contre le fascisme, et pas seulement en Angola, mais aussi au Portugal, et aussi en Europe... en frappant le régime fasciste au Portugal, nous frappons le fascisme en Europe... nous savons ce que c'est que le fascisme, nous savons le danger qu'il représente en Europe, en France par exemple. »

« En Afrique, nous vivons actuellement une période de reflux, après plusieurs expériences, et même les mouvements africains d'avant-garde s'en sont ressentis. Le danger deviendrait encore plus grave si en Angola ce n'était pas une solution RADICALE, REVOLUTIONNAIRE, qui intervenait... »

« Nous estimons qu'il n'y a pas de redressement, d'édification réelle de l'Algérie, si n'intervient pas cette solution radicale, et donc si nous n'aidons pas, s'il n'y a pas de solidarité agissante envers les mouvements de libération en Afrique et particulièrement en Angola. »

« Ce n'est pas le chef de gouvernement qui parle ici, c'est le militant... nos amis ont besoin d'une aide réelle et efficace ! Ils ont besoin d'armes, d'argent... je le dis ici devant les représentants des pays africains frères, je m'excuse de le dire, mais nos frères angolais n'ont pas besoin d'encouragements verbaux ni de motions. »

« J'ai connu le pain amer de l'exil et je souhaite que pour nos frères angolais, ce pain soit le moins amer possible. »